

Nouvelles de Bruxelles

Publié le 19 mai 2022

Décarbonation, Green Deal, énergie, Présidence tchèque de l'UE, communauté géopolitique européenne...

Geoffroy Roux de Bézieux : décarboner la France et l'Europe

Le 16 mai, le président du Medef a présenté l'[étude de l'institut Rexecode](#) sur le coût de la décarbonation pour l'économie française : 10 % d'investissements supplémentaires pour les entreprises et 20 % pour les ménages seront nécessaires. La décarbonation représenterait pour la France un investissement de 60 à 80 milliards par an d'ici 2030. Il a détaillé les leviers afin d'atteindre l'objectif de neutralité carbone, en accord avec le Green Deal et la loi française Climat et résilience.

Green Deal : votes de textes phares en commission parlementaire

Le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) a été adopté en commission parlementaire environnement le 17 mai. L'objectif de cet instrument est de prévenir les fuites de carbone. Il s'appliquera en premier lieu pour acier et fer, aluminium, production d'électricité, engrais, ciment. Il fonctionne en parallèle avec la révision de l'ETS, le système d'échange des quotas d'émissions, lequel a également été voté en commission. Par ailleurs, le Fonds social pour le climat a également été adopté. Ce fonds doit permettre aux ménages les plus vulnérables de faire face aux prix accrus de la transition énergétique. Tous ces textes seront votés en plénière, en juin.

Energie : le plan d'Ursula von der Leyen pour s'émanciper de la Russie « aussi vite que possible »

La Commission a publié le 18 mai le plan *RePowerEU* en dix initiatives. Il s'agit d'économiser l'énergie, diversifier les approvisionnements, remplacer les combustibles fossiles, combiner investissements et réformes dans le cadre de la transition verte. RepowerEU comprend notamment des communications sur le déploiement des énergies solaires et une stratégie pour le biométhane, mais aussi une révision des objectifs d'énergies renouvelables (45 % en 2030). REPowerEU entraînerait un investissement supplémentaire de 210 Mds d'euros provenant du budget de l'UE et des recettes du marché du carbone d'ici à 2027.

Le Medef prépare la présidence tchèque du conseil de l'Union européenne.

La République tchèque succèdera à la France à la présidence tournante de l'UE le 1er juillet. Avec l'Afep et France-Industrie, une délégation Medef s'est rendue à Prague les 12 et 13 mai pour présenter les priorités européennes des entreprises françaises. La délégation a été reçue par l'ambassadeur de France et le patronat tchèque. Priorités de la présidence tchèque : la sécurité énergétique, la défense européenne, la résilience de l'économie et des institutions démocratiques, et les partenariats transatlantiques, commerciaux comme politiques.

Le Président du Conseil européen propose une communauté géopolitique européenne

Charles Michel [veut renforcer](#) le processus d'élargissement, le rendant plus progressif. Il a défendu le principe de réversibilité dans ce processus, en particulier si un pays ne respecte plus l'Etat de droit. Cette initiative fait écho à celle d'Emanuel Macron qui, à Strasbourg, a lancé l'idée d'une communauté politique européenne. Cette question sera débattue au Conseil européen des chefs d'Etat le 25 juin.